

Au-delà des élections en 2004 aux Etats-Unis, pour une action de la classe ouvrière et une reconstruction programmatische

Un commentaire politique par Scott Cooper et Marcus Carlstedt, septembre 2004-

Des attaques croissantes contre la classe ouvrière des Etats-Unis

Au cours de la dernière décennie, la classe ouvrière des Etats-Unis a souffert de la disparition de nombreuses garanties minimales en termes de sécurité sociale et d'une destruction globale d'emplois dans les secteurs à forte rémunération. Selon les chiffres officiels, le salaire ouvrier moyen a chuté de 21% entre 2001 et 2003. Autrefois dotés d'emplois stables, notamment dans l'industrie, les travailleurs actuels peuvent au mieux espérer de remplacer ces anciens emplois (délocalisés, en Chine, en Inde, vers les *maquiladoras*¹ au Mexique, ou ailleurs, avant tout dans un but de réduction du coût du travail) par des emplois faiblement payés dans le secteur des « services » en expansion. Par exemple, dans deux des Etats de la « rust belt »², l'Ohio et le Michigan, le nombre d'emplois en usine a diminué d'environ 20% depuis 1999. Stephen Roach, un analyste prestigieux de Morgan Stanley, estime que 81% de la croissance de nombre d'emplois observée depuis juillet 2003 concerne des secteurs à faible rémunération tels que le service et les transports. Depuis, le nombre d'emplois pour tout le pays a diminué d'environ un million, et un nombre croissant de travailleurs ont abandonné la recherche d'emploi. En juin 2004, le Département du travail estimait à 66,6 millions le nombre d'Américains de plus de 20 ans exclus de la « force de travail » – i.e. n'ayant pas d'emploi ou n'en cherchant pas – ce qui représente plus de 38% de la population en âge de travailler.

Le 20 juillet, devant la Commission sénatoriale sur l'activité bancaire, Alan Greenspan, président de la Réserve Fédérale, promettait un renforcement de cette situation, en décrivant une stratégie visant à limiter la croissance salariale, tailler dans les dépenses sociales et accroître les baisses d'impôt pour les riches.

Par ailleurs, le budget soumis par l'administration Bush pour l'année fiscale 2005 inclut un gel des dépenses sociales. Il est prévu d'éliminer 128 programmes, presque tous destinés aux pauvres, aux malades, aux enfants, aux résidents de HLM... Les fonds fédéraux pour la formation professionnelle et les jeunes adultes seront réduits de 35%. Les programmes de recyclage des travailleurs dont l'emploi a été éliminé par l'Accord de Libre Echange Nord-Américain (ALENA) seront suspendus, et les services de garde d'enfants subventionnés au niveau fédéral seront éliminés pour plus de 350 000 enfants. Les programmes de protection environnementale ne seront pas financés, ce qui n'empêchera pas le Pentagone de bénéficier d'une augmentation massive.

Face à ce constat, les capitalistes parlent de « croissance » économique. Du point de vue du capitalisme parasitaire cette croissance concerne le secteur financier. Pour illustration, en 1980,

¹ Usines de montage américaines implantées au Mexique (note personnelle)

² Ancien bastion industriel (idem)

General Electric – une des plus grandes entreprises américaines – réalisait 92% de ses profits dans l'industrie. En 2003, 50% de ses profits étaient issus de son service crédit.

C'est dans ce contexte que d'autres événements-clé se sont déroulés aux Etats-Unis depuis les élections de 2000 : le fiasco de la « sélection » de Bush comme président de la Cour Suprême des Etats-Unis ; les attaques sur New York et Washington le 11 septembre 2001 ; et les mesures prises en conséquence par la classe capitaliste américaine, localement et à l'étranger – en particulier la répression croissante contre le peuple américain, la guerre en Afghanistan, et plus particulièrement, l'invasion et l'occupation de l'Irak.

Les élections de 2000 ont témoigné d'un fait sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis. Il ne s'agit pas du fait que George W. Bush a été élu président après avoir été battu par le vote populaire, puisque le bizarre système de « Collège Electoral » en donne la possibilité. Les élections de 2000 ont été marquées par un mécontentement croissant à l'égard du vote, ce qui s'est traduit par un taux d'abstention massif, qui continue à croître parmi les citoyens américains en âge de voter. Bien moins de la moitié des personnes ayant acquis le droit de vote se sont inscrites, et parmi elles moins de la moitié votent réellement. De plus, 2000 a vu la privation calculée de leurs droits électoraux pour les Noirs et les Latinos aux Etats-Unis, en particulier en Floride, où s'est décidée l'élection. Durant les deux années précédant la dernière élection présidentielle, le service responsable de l'enregistrement des électeurs dans l'Etat de Floride a ordonné la suppression de 94 000 électeurs des registres – des supposés criminels condamnés et interdits de vote dans l'Etat. En réalité, une majorité écrasante était innocente de tout crime, et plus de la moitié étaient Noirs ou Latinos. De même, le jour de l'élection, des dizaines de milliers d'électeurs s'apprêtant à voter n'ont pas été autorisés à le faire. Un reportage du *Sun-Sentinel* de Fort Lauderdale, le 1^{er} décembre 2000, révélait qu'un tiers des 22 800 votes interdits dans trois comtés du sud de la Floride venaient de zones à population essentiellement noire, où les votes interdits s'élevaient à 8% en moyenne. Un reportage du *Washington Post*, le 3 décembre 2000, expliquait que dans le comté Miami-Dade, où les Noirs représentent 70% des électeurs, près de 10% des bulletins ont été invalidés, alors que dans les comtés composés d'au moins 70% de non Noirs, la moyenne n'était que de 3,4%.

Compte tenu de sa composition, la décision de la Cour Suprême en faveur de Bush n'est pas une surprise. Cet acte politique par un organe censé se situer « au-dessus » des considérations politiques n'est pas non plus une surprise, même si nombre d'Américains y ont vu pour la première fois comment fonctionne le gouvernement capitaliste des Etats-Unis. En revanche, la plupart ne voient pas que cette décision exprime une rivalité croissante au sein de la classe dominante quant au règlement de la crise du capitalisme et de ses institutions politiques.

La crise du système institutionnel américain et de son aristocratie politique ne résulte pas d'éléments spécifiques aux Etats-Unis, mais elle affecte tous les pays bourgeois impérialistes démocratiques du monde riche (et même les pays pauvres, opprimés et institutionnellement instables).

Une crise politique similaire existe même dans les pays dotés de systèmes électoraux plus démocratiques (au moins formellement), comme la Suède (avec enregistrement automatique de tous les citoyens, droit de vote local pour les résidents non citoyens, représentation proportionnelle stricte dans un parlement à pouvoir législatif souverain...). La tendance générale est une baisse de la participation aux élections (dont les élections au Parlement Européen sont l'exemple le plus flagrant) et, de façon assez nette, une baisse de l'adhésion et de l'activité dans les partis politiques – surtout parmi les classes et les couches opprimées (travailleurs à faible

revenu, jeunes, immigrés...). La raison fondamentale de cette crise politique aux Etats-Unis, en Europe et ailleurs est évidente : le manque de confiance des masses dans les partis qui prétendent les représenter, et un manque généralisé d'alternatives crédibles.

Le 11 septembre a servi les intérêts de l'impérialisme des Etats-Unis

Peu après le fiasco électoral de novembre 2000, au cœur des problèmes de l'administration Bush « non élue », survient le 11 septembre. Notre objectif présent n'est pas de répondre aux questions légitimes sur la responsabilité de ces événements. Notez simplement les choses suivantes :

- L'homme désigné comme responsable - Osama bin Laden - était un allié du gouvernement des Etats-Unis dans sa lutte contre les Soviétiques en Afghanistan, et fut financé par les Américains pendant des années
- La supposée « défaillance » des agences américaines de renseignement face aux attaques soulève des questions quant à la connaissance par le gouvernement américain du déroulement de ces événements.
- La classe dominante des Etats-Unis a démontré tout au long de l'histoire que 3000 morts civiles lui sont d'une faible importance par rapport aux besoins et aux objectifs de l'impérialisme.

Surtout, il est remarquable de constater l'ensemble d'opportunités ouvertes à la classe dominante par le 11 septembre pour faire la guerre, acquérir de nouveaux profits dans des parties du monde nouvellement ouvertes, et exercer une restriction sans précédent depuis le début du 20^{ème} siècle sur les libertés civiles des Américains

Peu après le 11 septembre, le gouvernement des Etats-Unis a approuvé le « USA Patriot Act », qui a ouvert un chapitre répressif entièrement nouveau dans l'histoire américaine. Cette loi autorise les services de police à espionner les citoyens des Etats-Unis ; elle donne à la police des pouvoirs d'« exécution » sans précédent contre les immigrés, contre les activistes du mouvement social, contre les syndicats... ; d'une manière générale, elle établit un environnement dans lequel la moindre critique à l'encontre du gouvernement peut être condamnée comme « soutien au terrorisme ».

La répression propre au « USA Patriot Act » sert les intérêts spécifiques de la classe dominante pour cette période. Il est intéressant de constater l'établissement du Département de Sécurité de la Nation³. Avant son utilisation par Bush au lendemain du 11 septembre, le terme « nation » (homeland) était étranger au langage américain sur les Etats-Unis. Seuls les étrangers avaient une « nation ». La similarité avec l'utilisation nazie de *vaterland* est effrayante.

Au-delà de l'« USA Patriot Act », la période post-11 septembre a vu une restriction des droits des immigrés sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis. Juste après le 11 septembre, des milliers de personnes - essentiellement arabes et sud-asiatiques - furent incarcérés dans des centres de détention dans tout le pays sans contact avec leur famille, ni assistance juridique. Il fallut attendre plusieurs mois pour que l'« aile gauche » de la structure politique bourgeoise en prenne acte et commence à poser des questions. Depuis, des milliers de personnes ont été expulsées, souvent pour des violations mineures des réglementations sur l'immigration qui précédemment donnaient lieu à de simples avertissements. Certaines communautés ont été disloquées, comme les Pakistanais à New York.

³ Department of Homeland Security

Les attaques du 11 septembre ont fourni à l'aile Bush de la classe dominante le prétexte dont elle avait besoin pour mettre en œuvre sa doctrine de guerre préventive développée pendant l'administration du père de George W. Bush au début des années 1990. Cette doctrine, connue comme la « Doctrine Wolfowitz » (du nom du Secrétaire Adjoint à la Défense), exprime la réaction des néoconservateurs dans l'administration concernant les changements que doivent opérer les Etats-Unis dans le monde après la chute du Mur de Berlin et la fin de la Guerre Froide. La doctrine peut être résumée de la manière suivante : elle défend l'idée d'une force préventive unilatérale, à l'opposé d'une coopération internationale entre pouvoirs impérialistes, pour réaliser les objectifs des Etats-Unis. L'invasion de l'Irak en 2003 en est la première application publique globale.

La Doctrine Wolfowitz a pour origine le Projet pour le Nouveau Siècle Américain⁴, un cercle de réflexion néoconservateur établi en 1997 avec pour but « la promotion de la domination américaine mondiale ». Un document produit par ce groupe, « Reconstruire les défenses de l'Amérique »⁵, revendique ouvertement une domination militaire mondiale totale. Nombreux membres de ce groupe disposent de liens étroits avec l'industrie du pétrole et/ou sont associés depuis longtemps aux « études stratégiques » sur la Guerre Froide de la droite américaine (Dick Cheney, Elliott Abrams, Donald Rumsefld...). La rhétorique d'une défense et d'une sécurité nationales fortes masque la raison réelle de l'intérêt pour l'Irak, à savoir la perspective pour le capitalisme américain de s'appropriier les ressources pétrolières de ce pays.

Quelques citations du document en question aideront à convaincre le lecteur que la Pax Americana recherchée par l'administration Bush a réellement pour but de créer un nouveau type de pouvoir impérial par la force des armes. Il souligne le besoin d'une croissance massive des dépenses militaires (déjà proposée par l'administration Bush). De plus, il affirme :

- « Développer et déployer un dispositif de missiles à l'échelle mondiale pour défendre la nation américaine et ses alliés, et fournir un fondement sûr pour le déploiement du pouvoir des Etats-Unis dans le monde. »
- « Contrôler le nouvel 'ensemble international' de l'espace et du cyberspace et ouvrir la voie à la création d'un nouveau département militaire – Forces Spatiales Américaines – avec pour mission le contrôle de l'espace. »
- « Exploiter la 'révolution des moyens militaires' [i.e. les transformer en armement de haute technologie, téléguidé] afin d'assurer une supériorité à long terme des armes classiques des Etats-Unis. »
- « Développer un nouvel ensemble d'armes nucléaires pour répondre à de nouvelles exigences militaires »
- « Faire face à la multiplicité des missions policières qu'exigera une allocation permanente des forces des Etats-Unis »
- « Les Etats-Unis ont besoin d'un périmètre de sécurité plus important » et « devraient chercher à établir un réseau de 'bases de déploiement' ou de 'bases de commande avancées' afin d'accroître le niveau des forces actuelles et futures », ont besoin d'aller au-

⁴ Project for the New American Century, PNAC

⁵ « Rebuilding America's Defenses »

delà de l'Europe occidentale et de l'Asie du nord-est pour une présence militaire permanente accrue en Asie du sud-est et « d'autres régions de l'est de l'Asie », nécessaires « face à l'émergence de la Chine comme grande puissance ».

Les « principales missions militaires » nécessaires à « la préservation de la Pax Americana » et à « un 21^{ème} siècle unipolaire » sont « d'assurer et étendre les zones de paix démocratique, empêcher le développement de tout nouveau concurrent au statut de grande puissance, défendre les régions déterminantes (Europe, Asie orientale, Moyen-orient), et exploiter la transformation de la guerre. »

Dans des documents antérieurs de Cheney, Wolfowitz *et al.*, cette approche était considérée comme le moyen pour l'impérialisme américain de « résoudre » le problème du Moyen-orient. D'abord établir l'Irak comme base militaire, puis exercer une pression – par la persuasion ou par les armes – sur les Syriens et les Iraniens pour « se conformer ». Par la suite, les Palestiniens seront poussés à coopérer et « accepter leur destin ». Alors, espèrent les néoconservateurs, le reste du monde sera interpellé.

La doctrine des néoconservateurs implique également une nouvelle approche à l'égard de l'ONU. La Pax Americana envisagée par l'actuelle administration des Etats-Unis implique d'ignorer délibérément l'ONU, puisqu'elle ne peut pas lui être utile. Il se trouve que les décisions prises dans le cadre de l'ONU peuvent être « bloquées » par les pays opprimés, voire par les autres impérialismes en désaccord avec les Etats-Unis sur une question particulière. Par conséquent, la mise en œuvre des exigences des Etats-Unis via l'ONU est inefficace et ne correspond certainement pas au programme des néoconservateurs. L'invasion et l'occupation de l'Irak témoignent de la considération actuelle de l'impérialisme américain pour l'ONU.

Reste qu'il est nécessaire de préciser que l'ONU n'a jamais été indépendant de l'impérialisme mondial. Elle doit son existence à l'ordre mondial établi après la Seconde Guerre Mondiale – qui inclut le FMI et la Banque Mondiale. Elle est fondée sur un rapport de collaboration entre les pays impérialistes et les pays opprimés qu'ils dominent, la distribution du pouvoir dans le système étant fermement établie sur la base de la richesse économique. Il n'est donc pas surprenant que le rôle de l'ONU ait été de plus en plus opposé aux intérêts des opprimés, comme en témoigne (ce n'est qu'un exemple) le blocus meurtrier de l'Irak après la Guerre du Golfe, qui a contribué à la mort de plus de 100 000 enfants irakiens. Ce seul fait confirme la position révolutionnaire selon laquelle il est criminel de revendiquer le renforcement de ces organes de fausse collaboration et des soi-disant « forces internationales de maintien de la paix » qui ne servent que les intérêts de l'impérialisme.

L'occupation de l'Irak comme partie d'une tentative de sauver le capitalisme décadent

Pourquoi les Etats-Unis ignorent-ils les inspecteurs en armement de l'ONU et envahissent l'Irak ? La réponse ne réside pas uniquement dans la doctrine Wolfowitz décrite précédemment. L'Irak offre des opportunités économiques à l'impérialisme américain dans sa recherche de solutions face à l'instabilité du système capitaliste. Comme l'a expliqué William Cohen, Secrétaire à la Défense dans l'administration Clinton, « les économistes et les soldats partagent un intérêt de stabilité ».

L'Irak présente pour l'impérialisme américain des défis particuliers au niveau économique. La principale préoccupation était que les sanctions de l'ONU prennent fin, avec Saddam Hussein toujours au pouvoir. Ce n'était pas un type de « stabilité » acceptable pour l'impérialisme

américain. Des sociétés russes, chinoises et françaises avaient déjà obtenu des droits pour l'exploration du pétrole et l'exploitation de nouvelles réserves dans le pays. Le régime d'Hussein aurait certainement choisi des entreprises européennes et asiatiques pour ses projets de reconstruction, pas des firmes américaines.

Les capitalistes n'auraient pas pu le digérer. Ils cherchaient des réponses aux problèmes spécifiques de l'économie des Etats-Unis dans laquelle, notamment, l'utilisation de la capacité industrielle reste inférieure à 75%, l'investissement stagne, et la « croissance » prétendue par l'administration résulte largement d'une politique de taux d'intérêt proche de zéro mise en œuvre par la Réserve Fédérale. Le déficit de la balance des paiements est en augmentation. Il dépasse 500 milliards de dollars. Cela correspond à un million de dollars par minute.

L'Irak offrait des « solutions » temporaires à certains de ces problèmes, mais l'invasion et l'occupation étaient nécessaires. Selon Richard Haas, ancien directeur de la prévision politique pour le Département d'Etat américain, « le principal objectif de la politique étrangère américaine est d'intégrer les autres pays et organisations dans des dispositifs visant à établir un monde conforme aux intérêts et valeurs des Etats-Unis. » Les « systèmes économiques fermés », en particulier au Moyen-Orient, « constituent un danger » et « la seule façon d'accroître la probabilité d'un changement [nécessaire] est l'utilisation d'une forme d'intervention avec forte ingérence, comme la construction d'une nation, ce qui implique dans un premier temps l'élimination de toute opposition, et ensuite une occupation permettant l'élaboration d'une autre société. »

Nous pouvons avoir un aperçu en Irak de l'autre société en question : une société où Kellogg, Brown & Root ont obtenu un contrat de 71 millions de dollars pour réparer et faire usage des puits de pétrole, où Bechtel reconstruit les systèmes de production d'énergie et d'alimentation en eau pour des centaines de millions de dollars, où MCI Worldcom perçoit 30 millions de dollars pour construire un réseau de télécommunication sans fil... sans parler d'Halliburton, l'ancienne entreprise de Dick Cheney.

La guerre en Irak n'est pas seulement une guerre pour le pétrole. Son objet économique est bien plus vaste. C'est une démonstration de ce que le capital américain fera pour supprimer *tout* obstacle à la satisfaction de ses besoins, vers l'utilisation de la planète entière pour résoudre ses problèmes de surproduction et les difficultés croissantes pour la réalisation de son profit dans la production – i.e. la réalisation de la plus-value.

C'est dans ce sens que la guerre en Irak n'est pas simplement un épisode représentant simplement les conjonctures économiques et politiques, mais une expression de traits plus fondamentaux. Elle illustre toute la période ouverte par la chute du Mur de Berlin et du vieil ordre mondial. C'est un point essentiel. En tant que promoteurs d'une révolution socialiste – luttant pour le remplacement de la propriété privée des moyens de production et de l'Etat national bourgeois par une propriété collective et la fédération mondiale des républiques socialistes, fondées sur le pouvoir des producteurs (ouvriers) unis – nous ne pouvons pas fonder notre perspective sur une unique analyse des conjonctures, mais nous devons saisir la période dans son ensemble.

Au regard des besoins actuels de la lutte de classes, cette tâche souffre malheureusement d'un retard sérieux et général. Plutôt que masquer ou couvrir notre confusion et notre retard sur ce sujet – ce que font beaucoup de « directions révolutionnaires » autoproclamées – soit en négligeant complètement la question et en présentant de façon dogmatique des vieilles solutions comme neuves, soit en présentant des hypothèses neuves mais primitives comme des positions

définitives et mûres devant être acceptées, nous cherchons à exposer ouvertement les problèmes et les faiblesses, dont nous estimons qu'elles ne sont pas limitées à nous, mais sont générales.

Une étude considérable sera nécessaire pour établir les lois économiques fondamentales de la période actuelle dans son ensemble, ou même ses expressions conjoncturelles spécifiques que nous discutons dans ce texte. Mentionnons simplement quelques-uns de ce que nous considérons comme les phénomènes essentiels de la période ayant suivi la Deuxième Guerre Mondiale.

- La collaboration de classe institutionnalisée, s'exprimant à travers des accords tels que Yalta et Postdam, puis à travers la « coexistence pacifique », et tout l'« ordre mondial », s'est désintégrée avec la chute du Mur de Berlin et la dissolution de l'Union Soviétique. Cette désintégration s'exprime à une autre échelle par la réticence croissante des travailleurs, jeunes, et autres à reconnaître comme leur direction les bureaucraties des syndicats et les partis ouvriers traditionnels. Alors que les directions de ces organisations ouvrières traditionnelles s'adaptent de plus en plus au capitalisme et au régime bourgeois, ce refus de coopérer de la part de la base rompt la collaboration de classe institutionnalisée.
- Il est aujourd'hui possible d'examiner comme processus clos l'existence d'économies planifiées sous les régimes staliniens et ailleurs durant plusieurs décennies, même s'il existe encore (plus ou moins) des restes en Chine, Corée du Nord et Cuba. La composition de classe a connu un changement fondamental, remplaçant l'ancienne *petite bourgeoisie* principalement composée de paysans, par une couche croissante de travailleurs dans les services. La croissante « classe moyenne » n'est pas, dans sa majeure partie, directement exploitée dans la production de plus-value (elle n'appartient donc pas à la classe ouvrière dans la définition marxiste). Toutefois, à l'exception des niveaux les plus élevés de la bureaucratie, ils n'ont pas de lien matériel ou légal direct à la propriété privée des moyens de production.

Nous travaillons actuellement sur une question liée à celle-là, celle des Etats-providence en Europe occidentale, particulièrement en Scandinavie, pendant les « 30 Glorieuses » de la fin de la Deuxième Guerre Mondiale au milieu des années 1970. Nous souhaiterions présenter certaines de nos idées (bien que ce phénomène ne soit pas plus important que les autres que nous avons présentés).

Dans les Etats-providence, nous avons observé un processus de *dé-marchandisation* de la force de travail – durant toute une époque du développement du capitalisme – à travers le double processus d'immenses secteurs publics de services et d'une protection sociale élargie, garantissant un revenu en cas d'impossibilité ou indisponibilité de travail (maladie, maternité, chômage...), tous deux étant financés par une plus-value produite ailleurs et transférée par le système fiscal.

Ces phénomènes sont étrangers au mode de production capitaliste, dans la mesure où ils ne produisent aucune plus-value ; au contraire, ils absorbent une partie de la plus-value qui serait potentiellement destinée aux capitalistes. Politiquement, du point de vue du capital, le rôle des systèmes sociaux est de démobiliser les travailleurs et de préserver le mode de production capitaliste, mais ils introduisent de nouvelles contradictions dans le système et aggravent le problème de création de plus-value.

Pas conséquent, ce n'est pas une coïncidence si la classe capitaliste, et ses représentants à l'Union Européenne, au FMI..., ont fait de leur principal objectif la destruction de ces secteurs publics de services et de ces systèmes sociaux, que ce soit par privatisation ou par élimination complète.

Ceci a été peu étudié dans une perspective marxiste, et s'il est clair que l'Etat-providence *capitaliste* ne constitue en aucun cas une réponse durable aux problèmes des masses, il semble que la dé-marchandisation du travail constitue un aspect de l'inévitable « invasion du socialisme » au cœur du mode de production capitaliste, de même que le capitalisme a autrefois envahi le mode de production féodal.

- L'économie criminelle a connu une croissance spectaculaire (selon les chiffres de l'ONU de 1996, le revenu annuel total des organisations criminelles transnationales était équivalent aux PNB réunis de tous les pays pauvres, ce qui représente trois milliards d'habitants), de même que l'économie spéculative.
- La « mondialisation » de l'économie, ainsi que la dislocation planifiée des monopoles nationaux sont non seulement un processus de privatisation, mais également une expression déformée du besoin de surmonter l'Etat national comme entité économique.

Bien que notre compréhension de ces processus soit insuffisante, nous considérons qu'ils confirment que le capitalisme a largement fait son temps et que les exigences objectives pour le socialisme sont plus que mûres. Nous estimons fermement que cette position est nécessaire – bien qu'insuffisante – comme fondement pour une contribution sérieuse aux luttes des classes et peuples opprimés, en opposition à l'adaptation constante aux régimes bourgeois, aux organisations qui les soutiennent, et au cadre du capitalisme lui-même. C'est à partir de la compréhension de cette position – fondée elle-même sur la compréhension de la période présente – que nous cherchons à formuler une position, correspondant aux intérêts de la classe ouvrière, sur les élections à venir aux Etats-Unis.

Les élections de 2004 n'offrent aucun choix aux travailleurs et aux opprimés

Le contexte de toute analyse de classe de la campagne électorale en cours aux Etats-Unis est le caractère de l'administration Bush et le besoin fondamental pour la classe ouvrière et les opprimés de défaire ce qu'elle représente : guerre sans fin, destruction des maigres restes de protection sociale, déréglementation, et offensive frontale contre les libertés civiles et les droits politiques. Toutefois, il est nécessaire de ne pas confondre défaire le programme Bush et défaire le candidat Bush. Comme tous les 4 ans aux Etats-Unis, les syndicats et mouvements pour le changement social subissent une pression énorme (et largement réussie) de la bourgeoisie pour contrôler toute dissension, tout mouvement, et toute opposition dans les partis politiques.

Cette année, la soi-disant gauche aux Etats-Unis se divise en deux camps. Les uns adoptent la philosophie « Tout sauf Bush »⁶ et soutiennent, explicitement ou implicitement, le candidat du Parti Démocrate, John Kerry. Les autres – dont certains se disent socialistes révolutionnaires et trotskystes – soutiennent fermement la candidature de Ralph Nader.

Un bref aperçu des positions de John Kerry établit clairement, et assez facilement, pourquoi il importe peu que ce soit Kerry ou Bush qui occupe la Maison Blanche en janvier prochain. Kerry

⁶ « anyone but Bush » (ABB)

a voté l'autorisation de la guerre en Irak, et il a récemment défendu ce vote. Il a voté pour le « USA Patriot Act ». Il souhaite répondre au problème du « borbier » irakien en envoyant plus de troupes et en impliquant les autres puissances impérialistes ; comme remarquait un analyste, « le but » de sa campagne « est d'apparaître comme plus efficace et plus responsable que l'équipe Bush pour mener la guerre. » Sur de nombreuses questions sociales, ses positions sont moins claires que celles de Bush, plutôt que différentes. Il s'oppose au droit des homosexuels à se marier. Il ne prend pas de position sur les droits de reproduction des femmes.

La question de Nader est plus compliquée. Sa plate-forme de campagne comporte plusieurs éléments pouvant être soutenus, notamment l'abrogation du « USA Patriot Act », l'égalité des droits pour les femmes, pour les gays et lesbiennes, un système de santé pour tous, la poursuite de programmes d'action volontaristes. En revanche, la position de Nader sur la guerre en Irak est de mettre fin à l'occupation de l'Irak par les Etats-Unis « de façon expéditive » et de remplacer les troupes américaines par les forces des Nations Unies. Sa position sur l'ALENA et sur l'OMC est d'établir des traités de « clause sociale » séparés pour protéger les droits ouvriers et l'environnement dans le cadre du « commerce équitable ». Mais si certaines positions de Nader peuvent être soutenues, sa candidature ne peut pas l'être du fait de sa perspective globale.

Malgré sa rhétorique violente contre les candidats du Parti Démocrate, l'objectif de Nader est d'orienter le Parti Démocrate vers la gauche (d'où il est issu d'après Nader) et de le transformer en un authentique instrument de progrès social. En outre, il rejette explicitement l'idée d'une action politique reposant sur la classe ouvrière et il ne souhaite pas construire de parti ouvrier. Il situe clairement son mouvement de protestation dans la prétendue « classe moyenne » américaine, longtemps adoptée par les dominants capitalistes pour perpétuer le mythe exclusivement américain selon lequel les Etats-Unis ne sont pas une société de classe. Alors que Nader s'en prend au pouvoir des firmes, ce sont en réalité leurs excès qui sont l'objet de sa critique, puisqu'il soutient le système de profit fondé sur la propriété privée des moyens de production et rejette le socialisme.

La nécessité d'une alternative de classe

Il est plutôt facile de se lamenter sur l'absence d'une alternative de classe capable d'avoir une audience de masse aux élections présidentielles américaines de 2004. Autre chose est de dégager ce qui doit être fait.

L'absence de parti ouvrier de masse est un manque flagrant dans la lutte de classes aux Etats-Unis, et il est peu probable qu'il soit comblé dans un avenir proche. Contrairement aux pays européens, l'existence de partis influents ancrés dans la classe ouvrière (même dotés de directions réformistes) n'a jamais été une tradition aux Etats-Unis. Le Parti Démocrate – un parti qui représente une branche de la classe dominante et ses intérêts – a longtemps bénéficié du statut d'« allié des travailleurs ». La classe ouvrière *doit* rompre avec sa subordination politique à un parti du patronat. La création d'un nouveau parti n'est certes pas une panacée ; en soi et pour soi, il ne résout pas le principal problème, mais il soulève les questions du programme et de la direction.

L'histoire des Etats-Unis est parsemée de tentatives de construire un parti ouvrier. Certaines de celles qui y sont réellement parvenues, à partir de la dernière partie du 19^{ème} siècle, ont connu un succès marginal au niveau local ou national, mais la plupart ne durèrent pas. Lors de la création d'un Parti Travailleuse en 1996, beaucoup d'activistes aux Etats-Unis ont repris espoir qu'une action électorale de la classe ouvrière, indépendante des partis bourgeois, ait lieu à brève échéance. Malheureusement, les bureaucrates syndicaux qui dirigeaient le Parti Travailleuse

depuis son origine n'ont jamais eu l'intention de créer une réelle alternative politique de classe à leurs « amis » Démocrates, mais plutôt d'agir sur ce parti comme un groupe de pression – à l'image de Ralph Nader cherchant à « ramener » les Démocrates d'où ils viendraient.

Ralph Nader a mobilisé en 2000 des millions d'électeurs, le considérant comme une alternative aux grands partis du patronat, le Parti Travailleuse étant absent de ces élections. La candidature de Nader remplissait un espace vide qui aurait pu être rempli par un parti de la classe ouvrière. Encore une fois, si la bureaucratie syndicale avait choisi de construire une authentique Parti Travailleuse, les questions du programme et de la direction seraient au programme.

A l'heure actuelle, le Parti Travailleuse a de toute façon disparu comme force significative. Son financement par les syndicats est pratiquement nul. Il a constamment refusé de présenter des candidats – une nécessité absolue aux Etats-Unis pour établir un groupe comme parti.

Alors, où trouver une action politique ouvrière indépendante afin de montrer la voie ? Pas dans les élections de 2004. La Million March Worker (MWM), censée avoir lieu le 17 octobre à Washington, D.C, peut-elle candidate pour cette voie ?

La MWM existe en opposition à la bureaucratie syndicale AFL-CIO nationale, qui la considère comme un défi au soutien à la campagne présidentielle de John Kerry et a cherché à la combattre. Alors que les organisateurs de la MWM parlent de défaire le programme de Bush, ils rejettent le moindre mal du « Tout sauf Bush ».

Nous reconnaissons dans la MWM un effort général pour construire un mouvement indépendant des patrons et de leurs organisations, avec des exigences qui correspondent aux besoins des travailleurs et des opprimés, sans se restreindre aux limites du capitalisme. Nous ressentons de la sympathie à son égard. Toutefois, nos activités passées nous permettent de reconnaître le caractère du MWM, et c'est dotés de cette expérience que nous l'approchons, avec les forces et les faiblesses de ce type d'initiative.

Nous souhaitons présenter nos interrogations aussi clairement que possible :

1. Si elles ne sont pas inscrites dans un *programme d'action* ferme visant à défier réellement le pouvoir du capital et ses organisations, en prenant réellement des initiatives politiques et organisationnelles liées à une perspective supérieure, l'exclusion des forces bourgeoises des rangs du mouvement et les exigences de dépasser le système capitaliste deviennent des formalités. Pire, elles peuvent être utilisées pour établir un radicalisme formel conduisant à l'enfermement et donc à la démobilisation des travailleurs et militants en lutte, les réduisant à signer des pétitions, organiser de conférences et d'occasionnelles manifestations sans autre perspective.

L'initiative MWM manque de clarté sur ses perspectives et sur son programme d'action concernant les luttes sur les lieux de travail, sur la nécessité de construire un parti ouvrier qui présente ses propres candidats... Cela se reflète par exemple dans la présentation de la marche, où les buts affirmés du mouvement sont « la restauration de la démocratie » et « la restauration de l'Amérique ». Dans un message sur le site Internet du MWM, un dirigeant d'un syndicat de routiers affirme : « Notre rôle est de délivrer nos membres de la galère électorale et MWM est le forum le mieux placé pour mettre le point final à une victoire du mouvement ouvrier en novembre. » De telles perspectives ne font que semer la confusion : il n'existe aucune base matérielle pour une « victoire du mouvement ouvrier » aux prochaines

élections. Le projet de restaurer l'Amérique de la bourgeoisie – la seule Amérique qui ait jamais existé – vraisemblablement vers ses jours glorieux n'a pas non plus de base matérielle et coupe court aux exigences plus ambitieuses.

2. Nous pensons que les deux forces décisives pour les travailleurs et leurs alliés sont les travailleurs qui, sur leur lieu de travail, prennent la tête de la lutte contre leurs employeurs indépendamment de leur position dans le syndicat (« travailleurs d'avant-garde »), et les personnes qui dévouent une bonne partie de leurs vies à développer la lutte de classes sur une base scientifique, dans les intérêts de toute la classe ouvrière.

Nous pensons que l'objectif d'unifier les travailleurs d'avant-garde et les révolutionnaires est d'une importance stratégique, indépendamment de la question du but immédiat – construire un mouvement, comme la MWM, ou un parti ouvrier – et du niveau de développement du processus.

Evidemment, en réalité les choses sont plus compliquées. Il est difficile d'identifier clairement les catégories de « travailleurs d'avant-garde » et de « révolutionnaires ». A cet égard, la faiblesse du MWM reflète largement la situation réelle du mouvement ouvrier aux États-Unis. Cela ne signifie pas que cette approche peut être ignorée, ni que des raccourcis puissent être trouvés ou être acceptables.

A cet égard, nous sommes préoccupés par l'orientation du MWM. Même si l'approbation d'un dirigeant syndical, ou d'une réunion syndicale, peut être significative en ce qui concerne l'AFL-CIO et sa lutte contre le MWM, serait réellement significatif l'engagement des militants syndicaux de base et autres activistes dans la construction de la marche. De nombreux exemples d'approbation formelle par des syndicats ont servi à bloquer le militantisme des membres.

La construction de la MWM, et au-delà, ne doit pas se contenter d'être la compilation d'une liste de syndicats et organisations de gauche approbateurs ; elle doit s'orienter vers les militants de base, en particulier ceux impliqués dans la lutte de classes réelle sur leur lieu de travail, avec une activité régulière. Cela comprend la construction de comités hors des syndicats lorsque c'est approprié. La Marche ne doit être qu'une étape dans une série d'activités mobilisatrices avant et après le 17 octobre.

3. Les revendications du MWM, bien qu'assez complètes, semblent avoir été construites pour s'adresser à différents secteurs, sans pour autant les rassembler autrement que par une « liste de vœux ». Il manque une adresse à un niveau politique et organisationnel au-delà d'une marche, c'est-à-dire l'organisation autour d'un programme d'action qui engagera les masses dans une lutte de classes pouvant satisfaire ces exigences.

Ce sont des enjeux essentiels pour l'avenir du mouvement MWM. 2 questions déterminantes se posent : Quelle est la perspective réelle au-delà de la marche ? S'agit-il d'une coalition temporaire dans laquelle chaque secteur (et ses dirigeants) possède une orientation différente sur les étapes suivantes, ou existe-t-il une volonté d'engager un processus commun de discussion approfondie ?

Porter les revendications de MWM au-delà de la marche exige une direction construite et unifiée autour d'une clarté politique, exprimée dans un programme d'action avec des revendications transitoires, régulièrement actualisé en fonction du développement du

mouvement. Il est clair que ce processus sera long et difficile, mais il ne peut pas être ajourné. Dès maintenant, avant la marche, il est nécessaire d'ouvrir la perspective de construire des comités « permanents » liés aux revendications, qui existeront au-delà du 17 octobre.

Quelle doit être l'action des travailleurs et des opprimés pendant cette période électorale ? Compte tenu de l'absence de choix, il n'est pas question de voter. Nous estimons que l'énergie qui aurait été dépensée dans les élections serait plus utile dans la construction de comités « permanents » liés aux revendications de la MWM, afin de s'organiser au-delà du 17 octobre et prendre la forme d'une lutte en développement. De même, il est essentiel que le mouvement contre la guerre en Irak revienne au premier plan de l'activité. Le phénomène « Tout sauf Bush », en plus des pressions liées aux élections évoquées précédemment, a signifié qu'une importante fraction de la « direction » du mouvement anti-guerre a subordonné le mouvement à l'élection de Kerry – un candidat pro-guerre. Il est temps que le mouvement anti-guerre retrouve le chemin des manifestations, autour de l'exigence d'un retrait immédiat de toutes les troupes étrangères d'Irak et d'Afghanistan.

La nécessité d'un nouveau programme pour résoudre la crise de direction

La faiblesse aux Etats-Unis du mouvement ouvrier indépendant du patronat et du capital est une expression d'une crise générale de dimension historique – celle de la direction révolutionnaire.

Une partie de la génération de la Révolution d'Octobre en Russie est parvenue à survivre en tant qu'opposition malgré la terreur stalinienne, et a réussi à rassembler ses expériences dans un nouveau programme qui a établi les bases de la création d'une nouvelle Internationale – la Quatrième Internationale – en 1938.

Aujourd'hui, nous devons conclure que non seulement la Quatrième Internationale (ou le nom que les masses choisiront de lui donner) reste à construire, mais aussi que la continuité vivante du mouvement révolutionnaire a été rompue. C'est un constat décourageant mais nous pensons que c'est la seule conclusion à tirer. Le reconnaître est un préalable pour sortir du cercle vicieux – qui a accablé de générations de révolutionnaires combattifs – pour essayer de formuler les premières étapes, sur des fondements révolutionnaires réalistes, vers la résolution des problèmes réels des masses opprimées à l'aide d'outils construits pour une autre période, lorsque l'équilibre entre les lois économiques, la composition de classe et les organisations politiques étaient différents.

Dans ce contexte, il nous faut un nouveau programme, à partir d'une étude renouvelée du mode de production capitaliste décadent et des expériences des économies planifiées sous les régimes staliniens. Il nous faut un programme international de principes et de stratégie pour les révolutionnaires qui luttent pour se regrouper avec les travailleurs d'avant-garde, un programme qui les guidera vers l'élaboration de revendications et tactiques transitoires, comprenant les questions organisationnelles, toutes adaptées à la situation concrète de la lutte de classes.

1^{er} septembre 2004

(traduction par le GB)